



COMMUNICATION
CONSEIL CULTURE
CHAMPAGNE-ARDENNE

Référence : **CFDT00027_08032021**

Nos pensées vont à Christian Lantenois et sa famille

Depuis qu'il a été admis à l'hôpital, Christian est dans un état critique et à l'heure où nous écrivons ces lignes, son pronostic vital est toujours engagé. Nous espérons que les prochains jours nous apporteront des nouvelles rassurantes de notre « bougon sympathique ». Malgré lui, Christian est devenu le symbole du journalisme détesté, dans une période où la désinformation et la post-vérité veulent s'imposer comme les nouveaux piliers des démocraties.

Que ce qui est arrivé à Christian soit médiatisé en France et à l'international est tout à fait normal : c'est un journaliste qui a été sauvagement agressé à cause du métier qu'il exerce. Expliquer au grand public comment travaillent les photographes et les rédacteurs dans ce contexte n'est pas dérangeant, bien au contraire. Si ce fait divers dramatique pouvait faire avancer la cause des journalistes et améliorer leurs conditions de travail, ce serait un progrès incontestable.

Il n'existe pas une seule façon d'exprimer son empathie ou sa solidarité vis-à-vis de Christian. Nous ne prétendons pas juger telle ou telle attitude. Simplement nous faire l'écho d'un malaise, qui grandit au fil des jours.

Il y a d'abord eu l'article intitulé « Notre rédaction face aux très nombreuses sollicitations des autres médias ». Puis, la demande de vidéos sur l'agression de Christian « *pour que ce soit repris par tous les médias* ». Chaque jour de la semaine, dans nos boîtes mail, une revue de presse, des réactions, des déclarations liées à l'agression. Enfin, cette éprouvante semaine s'est conclue par la « *visite informelle* » du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, au siège rémois.

Plus les jours passaient et plus nous recevions des messages de collègues, de la rédaction et des autres services de l'entreprise. Des messages qui exprimaient une gêne, un malaise voire une colère vis-à-vis du « traitement » réservé à l'agression de Christian dans nos colonnes, sur nos sites comme dans notre communication interne.

Soutenir Christian et sa famille, c'est ce que nous souhaitons tous et toutes. Toutefois, ne tombons pas dans le piège de la récupération. Certains représentants politiques s'y adonnent sans vergogne. Il serait particulièrement indécent que notre entreprise en fasse autant.

#Jesuisjournaliste et #Jenesuispasdupe

On nous reproche parfois de ne parler que des choses qui fâchent. La semaine dernière, pourtant, nous avons apprécié l'initiative de la rédaction en chef et de la direction, qui ont proposé aux rédactions de s'exprimer à cœur ouvert. Ces échanges ont libéré la parole et permis à certains managers de découvrir des situations pas ou peu connues. Pressions des interlocuteurs, agressions diverses et variées, matraquage sur les réseaux sociaux ou dans des réunions publiques : non, il n'est pas tous les jours facile ni agréable d'être journaliste.

Ce temps d'échanges terminé, que s'est-il passé ? Comme le réclamaient les rédactions depuis plusieurs années, certaines voitures ont été « défloquées » afin de permettre aux journalistes de se rendre en reportage dans un véhicule banalisé. Et quoi d'autre ? Plusieurs chefs d'édition, qui avaient exprimé leur réserve par rapport au traitement de l'agression dans nos colonnes, ont été recadrés. Le temps de la liberté de parole serait-il déjà révolu ?

On peut s'interroger sur cela comme sur l'avenir du « *Liberté d'agir, liberté d'informer* » affiché devant le siège de l'entreprise. Espérons que cette devise durera, dans les faits, plus longtemps que devant la Factory...

« Une visite informelle »

Jeudi 4 mars 2021, nous avons appris par mail que le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin viendrait au siège de L'union-L'Ardennais, le lendemain. Une visite « *totalelement informelle* » nous a-t-on expliqué. « *Aucun verbatim* » du ministre ne pourra être diffusé sur les réseaux sociaux. Une visite destinée aux salariés donc, en interne. Alors pourquoi annoncer la venue du ministre à nos lecteurs ? Qu'est-ce que cela leur apporte ?

On peut se poser la question de l'enthousiasme déplacé à accueillir un ministre non seulement mis en cause dans des affaires de viols, mais qui porte aussi une loi sécurité dont certaines mesures entravent directement notre liberté d'informer. On n'oublie pas nos confrères et consœurs agressé(e)s par les représentants des forces de l'ordre lors de manifestations qu'ils et elles couvraient, sans grande émotion ni de la part de Beauvau ni de l'Elysée d'ailleurs. On espère que



COMMUNICATION
CONSEIL CULTURE
CHAMPAGNE-ARDENNE

notre direction aura évoqué ces situations délicates pour l'exercice des métiers de photographe et de rédacteur lors du tête-à-tête avec Gérald Darmanin. Au vu de la photo tout sourire (sous les masques) envoyée dans un autre mail à toute la rédaction, on en doute fortement.

Enfin, on s'étonne de voir la visite du ministre en une de nos éditions. La photo est toutefois bien choisie, on peut y voir par le plus grand des hasards notre directeur général, Daniel Picault, en arrière-plan. Ça envoie. « Darmanin demande des comptes », claironne-t-on à la une. Pourtant, en ouvrant le journal, malgré une belle photo en double page avec nos responsables accueillant Gérald Darmanin, on cherche dans le texte où il demande des comptes. Nulle part. Eh bien oui, aucun verbatim du ministre autorisé, visite informelle en interne. Alors où est le rapport titre-image ? Nulle part. C'était tellement tentant de se montrer avec Gérald Darmanin !

Nous nous posons beaucoup de questions sur l'agitation de nos dirigeants autour de cette visite ministérielle et des messages « *au plus haut niveau de l'Etat* ». Pourquoi, nous journalistes, avons-nous tant besoin de cette validation institutionnelle ?